

Service de renseignement : l'écureuil plutôt que la fouine

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 1875

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009839>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pour un consensus critique

André Gavillet • 28 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14452>



Comment gérer la faillite de la formule magique?

La bataille bancaire est provisoirement terminée. Le Parlement a ratifié l'accord de Washington et pris sur lui, douloureusement, les vilenies d'UBS. La droite n'a concédé aucune réforme. L'UDC, qui s'est déconsidérée par ses virevoltes, a apporté le renfort de son abstention exigée impérativement de ses membres.

Gauche et syndicats ont publiquement débriefé et,

constatant l'échec parlementaire, renvoyé aux proches élections fédérales, considérées comme un recours au peuple.

Détérioration

Personne pourtant ne croit que la Suisse est sortie d'affaire. Le dossier européen qui pose la question de la fiscalité appliquée par les cantons aux holdings et à certaines sociétés est toujours non résolu. Idem pour la fiscalité de l'épargne. Il est probable aussi que les critères appliqués par la Suisse et UBS pour débusquer des fraudeurs seront repris par d'autres interlocuteurs. La liste est longue des obstacles sur notre route. Il faudra les affronter un à un.

Pour mener à bien ces affrontements qui ne se limitent pas aux problèmes fiscaux, l'autorité du Conseil fédéral est faible, sapée par la remise en cause de la formule magique: élection et non-réélection de Christoph Blocher, affrontement stérile entre le PDC et le PLR, maintien d'Eveline Widmer-Schlumpf comme conseillère

fédérale sans troupe, et preuve politique, quels que soient ses mérites, que la formule magique n'est plus opérationnelle.

Autre méthode

La Suisse, neutre, industrielle et paradis fiscal est placée devant l'exigence de son repositionnement. Le terme, "*repositionnement*", n'est pas flambant, mais il exprime un besoin de corriger notre politique et notre image, de notre propre et seule initiative.

Ce que l'on cherche, ce sont dans les partis (UDC exclue) des responsables qui, en dehors de tout dossier particulier, posent la question: que faire pour que la Suisse apparaisse loyale comme partenaire international?

On rétorquera qu'il est facile de faire appel aux hommes de bonne volonté. La pensée critique nous a rendus attentifs à l'idéologie des bons sentiments qui habille des intérêts non désintéressés. Malgré cela, nous croyons à la réalité d'un intérêt commun qui peut être recherché par des citoyens qui se respectent. Qu'ils se manifestent!

Service de renseignement: l'écureuil plutôt que la fouine

Jean-Daniel Delley • 2 juillet 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14513>

Un nouveau scandale des fiches? Plutôt l'illustration d'un pilotage politique déficient

La délégation des commissions de gestion² en charge de la

surveillance des activités de sécurité et de renseignement (DCG) a donc mis au jour un nouveau dérapage du Service d'analyse et de prévention (SAP). Vingt ans après le scandale des fiches, l'histoire se répète-t-elle?

Oui et non.

Non, dans la mesure où le regard inquisiteur des protecteurs de la sécurité de l'Etat ne fixe plus exclusivement la gauche de l'éventail politique, comme à l'époque de la guerre froide. Oui,

parce que le renseignement helvétique fait preuve aujourd'hui comme hier d'une incompetence crasse et jouit d'une trop grande autonomie, favorisée par le désintérêt de l'autorité politique.

C'est à la fin des années 80 qu'est découverte l'impressionnante collection de fiches de la police politique fédérale. Des fiches qui répertoriaient dans un grand désordre et de manière plutôt aléatoire des activités politiques et des comportements sociaux considérés comme potentiellement dangereux pour la sécurité de l'Etat. Dès 1945, le danger était clairement situé à l'Est et, à l'interne, dans les rangs de la gauche et de toute expression de contestation de l'ordre établi. Aujourd'hui, le renseignement helvétique a clairement ouvert son angle de vision et observe les extrémismes de tous bords. Mais, comme auparavant, il reste prisonnier d'une approche bureaucratique du métier et souffre d'un manque de personnel qualifié.

Bien sûr, on pourrait dénoncer la résurgence de l'Etat fouineur qui porte atteinte aux droits fondamentaux de ses habitants. La réalité est beaucoup plus prosaïque, donc moins favorable à l'expression de l'indignation. Sur les quelque 200'000 fiches répertoriées, un peu plus du dixième seulement concerne des personnes et institutions résidant

en Suisse. On ne peut donc parler d'une population sous contrôle.

Le scandale réside dans la violation de la loi par le SAP. La loi sur la sûreté intérieure³ limite la récolte d'informations aux personnes et institutions soupçonnées concrètement d'activités menaçant la sécurité du pays (terrorisme, espionnage, extrémismes violents). Or le SAP considère que sa banque de données n'est pas un répertoire de suspects, mais un outil permettant de documenter les activités du service en matière de protection de l'Etat. Une banque de données dont la richesse témoignerait du bon travail effectué par le SAP! Voilà le cœur du problème.

Des règles mécaniques de procédure conduisent à enregistrer trop de données, et qui plus est de mauvaise qualité. Ainsi 52'000 personnes figurent dans le fichier sur la base de la règle suivante: sont enregistrés tous les ressortissants d'une douzaine de pays – la liste est établie par le Conseil fédéral – qui subissent un contrôle de photographie d'identité lors du passage de la frontière suisse. La délégation des commissions de gestion s'étonne à juste titre qu'une menace potentielle puisse être définie sur la seule nationalité et le passage d'une frontière. De même sont fichés les candidats à la naturalisation au sujet de laquelle

le SAP n'a pas d'objection; ainsi que les victimes de prises d'otages!

Par ailleurs le personnel chargé de la saisie ne dispose pas des qualifications nécessaires pour évaluer l'importance de l'information au regard de la sécurité. Et le service interne chargé du contrôle de qualité, surchargé par le nombre de données enregistrées, n'est pas en mesure d'éliminer les informations inexacts ou inutiles. Les contrôles périodiques exigés par la loi ne sont pas effectués, d'où le maintien de données périmées.

Plus grave encore, le SAP a fourni de fausses informations à la DCG pour camoufler ses manquements légaux. Et cette même délégation n'a rien vu de ces manquements des années durant. Sans parler des ministres de la justice successifs qui semblent s'être désintéressés du fonctionnement du SAP.

Au final, cette affaire illustre le pouvoir que peut s'arroger une administration lorsque les autorités politiques, législative comme exécutive, manifestent trop peu d'attention à la mise en oeuvre des lois et règlements. Ce n'est donc pas d'une nouvelle loi que la Suisse a besoin, mais d'un pilotage politique sérieux de la sécurité de l'Etat.